

Dossier

Finance & Bourse

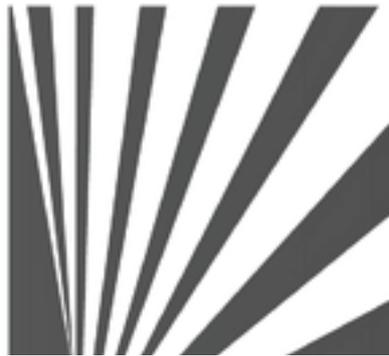
Capitalisme contre capitalisme



Auteur : Didier Reuter - ISBN 9791023701869

0.50€

BOOKINER 



Auteur : Didier Reuter

www.bookiner.com

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

Finance & Bourse

Capitalisme contre capitalisme

- . Une diversité de capitalismes
 - . L'argent fait loi
- . Bien définir la notion de capitalisme
 - . Un retour en arrière impossible
- . Les 20 qui ont fait l'économie mondiale du XX^e siècle

Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

Une diversité de capitalismes

D'après Robert Boyer, économiste au CEPREMAP (Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquées à la planification), le modèle du capitalisme est pluriel et non unitaire sachant qu'«Il existe une diversité de capitalisme dans le monde sans réelle perspective de convergence. En d'autres termes, la probabilité que le capitalisme chinois ressemble au capitalisme américain est quasiment nulle». Selon lui, le capitalisme contemporain diverge de celui du siècle précédent par la conjugaison de 3 transformations majeures : la révolution des TIC, la globalisation et le triomphe de la révolution néoconservatrice. Il en résulte les constats suivants :

- . L'existence d'un divorce avec l'espace domestique national au sens où les grandes entreprises et les PME exportatrices se sont affranchies des relations de complémentarité qui les liaient initialement avec l'État et les salariés lorsque le mode de croissance était uniquement centré sur le territoire national.

- . Le constat que les marchés mais aussi les sites de production débordent largement l'espace national faisant que la fiscalité sur le capital délocalisé tend vers zéro alors que celle appliquée aux actifs plus statiques se renforce continuellement.

- . Les conséquences de l'effondrement du «mur de Berlin» qui a fait que le modèle du capitalisme n'a dorénavant plus de concurrent en annulant toute alternative de nature communiste. Cela conduit dorénavant à un match entre modèles de capitalisme et non plus à une compétition entre systèmes idéologiques et politiques différents.

- . L'extraordinaire plasticité de la finance internationale dont les innovations et le dynamisme libéral ont largement débordés les territoires nationaux en proposant de nouvelles normes dans la gestion des entreprises, en façonnant de nouvelles formes de compétition comme en déstabilisant un grand nombre de régulations nationales. Il est clair, aujourd'hui, que toute crise financière peut rapidement invalider et/ou démontrer la non viabilité de tel système ou choix politique.

4 MODÈLES DE CAPITALISME

Actuellement les économistes font une distinction entre 4 modèles «politique» de capitalisme :

- . **Le capitalisme de marché financier** : Il associe, sur la base libérale des fondements de l'économie de marché, un équilibre entre des intérêts divergents (concurrence) et convergents (monopole, oligopole) avec la nécessité d'une régulation étatique. Ex. Etats-Unis, Royaume-Uni...

- . **Le capitalisme mésocorporatiste** : Il concerne principalement les grandes entreprises et organisations conglomérales qui organisent en leur sein (de manière un peu paternaliste), une grande partie de la coordination des activités économiques, de l'innovation et de la couverture sociale. Ex. Japon.

- . **Le capitalisme social-démocrate** : Il repose sur la négociation permanente de compromis entre patronat, syndicat et gouvernement en vue de satisfaire les aspirations des citoyens et des divers groupes d'intérêt. Les relations «ouvertes» instaurées dans ce triptyque réunissant monde politique/monde des affaires/monde du travail produisent de l'homogénéité grâce à l'obtention de pactes sociaux. Il refuse, en outre, toute logique protectionniste afin de conjuguer modernité et solidarité. Ex. Finlande, Suède, Danemark.

- . **Le capitalisme à impulsion étatique** : Lorsque les partenaires sociaux ne peuvent s'entendre entre eux, le dernier moyen consiste alors à recourir à la loi et à l'intervention dirigiste de l'Etat. Il en résulte que le principal des demandes provenant de la société civile, des corporations et des métiers, convergent forcément vers l'Etat qui demeure l'acteur central dans les régulations économiques et sociales. Ce modèle «semi-ouvert» accorde *de facto* un pouvoir et une rente de situation dominante aux élites politiques, administratives et aux élus nationaux, gardiens de la nation. Il en résulte tout naturellement une conduite de société largement conservatrice sur le fond et une prise de décision fortement opportuniste sur la forme en balançant, selon les cas, entre l'imitation biaisée voire faussée du modèle social-démocrate et le modèle anglo-saxon d'économie de marché. Ex. France, Italie.

L'argent fait loi

En fait, la logique financière est devenue le principal régulateur des domaines sociétaux majeurs que sont l'économie, le social, le politique et le culturel. En dehors des aspects extrêmes de prédation et d'opportunisme non éthique ou anti-social liés aux pratiques capitalistiques de certains, l'argent fait aujourd'hui loi partout tant les conséquences de son manque ou de son défaut ponctuel affectent tous les équilibres fragiles en société, dans les organisations comme dans la vie des ménages. Au-delà de la représentation économétrique et politique du capitalisme, il est dit en Bio-Economie (1) que plus les besoins humains formant les lignes de force du comportement des individus sont développés en nombre, plus ils nécessitent un environnement financier, économique et marchand (mais aussi social, culturel, sociétal) capable de les satisfaire. Rappelons que, sous l'angle sociologique, l'art subtil des religions et des gouvernances a toujours été de contenir l'expansion naturelle des besoins humains afin d'éviter d'être débordées en demandes et en attentes païennes et sociétales de nature à favoriser la critique, l'indiscipline, voire le rejet des modèles existants.

(1) *Bio-Economie version Didier Reuter auteur du présent dossier.*

Bien définir la notion de capitalisme

Au-delà de la diabolisation capitaliste fondée sur l'acquisition anormale de richesses et de ses effets pervers (finance notamment), le capitalisme «naturel» favorise à l'évidence une certaine forme de stabilité et de bien-être dans l'équilibre, l'épanouissement et le développement des individus. En cela, la profusion des attentes en matière de besoins humains liés notamment à la «réalisation et à l'affirmation de soi» va de pair avec la profusion de l'offre marchande, qui elle-même repose sur le développement concomitant de flux de capitaux pour investir, produire et distribuer. Ainsi, le passage d'une demande initiale fondée (jusqu'au milieu du XXe siècle) sur un petit nombre de besoins physiologiques, psychologiques et affectifs facilement autosatisfaits en local (manger, se loger, se vêtir...) a été fortement marqué, ces dernières décennies, par l'arrivée d'une pléthore d'offres commerciales induisant l'émergence de nouveaux besoins connexes devenus constants et avides de satisfaction (téléphonie mobile, TV, ordinateur, Internet, équipements domestiques, jeux, voiture, voyages...). En cela, la satisfaction moderne du spectre élargi des besoins humains forme le socle d'une demande constante et fidèle de nature à sacraliser l'omniprésence d'une offre capitaliste diversifiée. Parallèlement, elle rend «secondaire» le recours à l'idéologie politique et religieuse, les idéaux sociaux, voire même la politisation de l'idée de démocratie.

Un retour en arrière impossible

Il existe, en fait, un point de non retour dans l'évolution sociétale actuelle qui sacralise complètement le retour de l'homme au centre du système via notamment la satisfaction prioritaire de certains besoins existentiels lui permettant de consommer, communiquer, travailler, se déplacer, s'informer, obtenir du plaisir, être valorisé... Sachant également que le spectre des besoins humains s'est fortement développé en nombre, mais aussi en terme de propagation d'attentes dans le collectif, seule l'approche capitaliste de base permet, aujourd'hui, de concilier avec pragmatisme et constance l'interdépendance vitale réunissant la finance, l'économie, le social, la politique et le culturel. Même s'il existe une hiérarchie de «pouvoir d'influence» entre ces différents domaines, à partir du moment où des besoins sont «éveillés», la recherche de satisfaction prime alors toujours sur la frustration et l'insatisfaction des attentes. C'est la raison pour laquelle la conjugaison des marchés de demande et des marchés d'offre fait que ceux-ci sont amenés à se développer conjointement sous l'égide du moteur principal que constitue l'accès aux ressources financières. Que ces dernières résultent d'un capitalisme X ou Y, il est évident que l'avenir est à l'apparition de nouveaux alliages politiques fondés sur le meilleur du capitalisme comme sur l'utile socialiste. En cela, le pragmatisme favorisant la mondialisation des échanges et la globalisation financière ne fait que répandre l'évidence d'un accès universel au droit d'exister pleinement pour soi-même, dans l'intimité de nombreux besoins à justement satisfaire.

Les 20 qui ont fait l'économie mondiale du XX^e siècle

Les économistes qui ont fait évoluer la pensée économique durant le XX^e siècle ne sont pas si nombreux que cela, eu égard à la cohorte d'économistes peuplant les institutions nationales et internationales. En regard de leurs contributions en faveur de la compréhension des mécanismes qui mènent le monde moderne, ils se définissent selon les cas en praticiens, théoriciens, classiques, inclassables ou pédagogues. Ils sont tous naturellement les héritiers des grands penseurs précurseurs tels que : Bernard de Mandeville, Montesquieu, Adam Smith, Thomas Malthus, Jean-Baptiste Say, David Ricardo... Liste non exhaustive des principaux penseurs du XX^e siècle avec résumé de leur principale contribution à la pensée économique moderne :

. Maurice Allais

Le Prix Nobel d'économie reçu en 1988 récompense sa contribution à la théorie des marchés et pour ses travaux sur l'utilisation efficace des ressources. Cet économiste est convaincu qu'il faut d'abord protéger les libertés politiques fondamentales et combattre tout système économique qui risque de compromettre le maintien de ces libertés.

. Kenneth John Arrow

D'après ce prix Nobel, il est impossible de définir une politique économique collective à partir des volontés libres des individus. Dans un théorème dit «d'impossibilité», il affirme qu'il n'est pas possible de construire un ordre social des choix économiques au niveau d'une nation à partir des préférences exprimées par les agents individuels. En d'autres termes, il n'est pas possible d'utiliser les demandes individuelles pour exprimer une demande collective faisant ainsi que c'est toujours aux politiques de trancher. Pour lui, sur toute question sociale, le lien économique ne doit pas inférer en restant à l'arrière-plan avec le politique placé au premier.

. William Beveridge

Il est le père de «L'Etat providence» et du système de protection sociale mis en place en Grande-Bretagne au lendemain de la Seconde guerre mondiale. Keynésien, il affirme notamment que pour lutter contre les crises, il faut accroître les dépenses de l'Etat et relancer la consommation par des allocations versées aux plus pauvres.

. Milton Friedman

Prix Nobel d'économie en 1976 et ardent défenseur du libéralisme, il s'oppose formellement à toute forme d'ingérence étatique dans le fonctionnement des marchés. Pour lui, l'intervention publique doit se limiter à jouer uniquement sur la masse monétaire afin de contrôler le niveau des prix et de l'activité. Les banques centrales doivent laisser filer l'inflation au rythme de la croissance afin d'assurer la prospérité de tous.

. Ivan Illich

Sa spécialité est la critique radicale du mode de production industrielle. Pour ce penseur provocateur, tout ce qui ne vient pas de la production directe de l'homme lui-même, mais de la division du travail au sein des entreprises et des institutions du système, prive l'homme de sa capacité à être libre et autonome. Cela l'entraîne inévitablement dans une impasse qui n'est plus de satisfaire ses propres besoins humains mais qui engendre une demande «forcée» toujours plus grande de marchandises dans une sorte de fuite en avant, déplaçant le centre de finalité de l'humanité vers une consommation «orientée» sans fin. Illich a notamment dit que *«La médecine rend malade plus qu'elle ne guérit ; l'automobile fait perdre plus de temps qu'elle n'en fait gagner ; l'école (système éducatif) déforme plus qu'elle n'éduque, etc.»*

. Friedrich Hayek

C'est le principal théoricien du néolibéralisme. Pour lui, le marché est le seul moyen de faire circuler librement l'information dans une économie donnée, en faisant savoir aux individus s'ils ont fait les bons choix. Ainsi, par exemple, les prix ne sont que des signaux pour adapter les comportements des agents économiques. Il ne croit pas à une science économique autonome considérant qu'un économiste qui n'est qu'économiste est un danger pour la société.

. **Michal Kalecki**

Cet économiste polonais a mis en évidence l'importance du rôle de l'Etat et de la répartition des revenus et de l'emploi dans le développement afin que puisse en résulter une croissance durable. Kalecki fait du maintien des salaires réels un objectif à la fois moralement souhaitable mais aussi politiquement et économiquement nécessaire. Pour lui, les inégalités sont toujours sources d'instabilité. De même, toute baisse du pouvoir d'achat engendre forcément la baisse de la demande, laquelle nuit directement à l'activité.

. **Richard Lipsey et Kevin Lancaster**

La politique économique fondée sur le concept de concurrence est un non-sens. Si l'on touche à un aspect anticoncurrentiel d'une économie (exemple monopole d'Etat), on se retrouve alors dans une situation pire que celle du départ. Autrement dit, on ne peut pas aller pas à pas vers la concurrence. La concurrence est un tout dans le cadre d'un marché qui doit former une totalité. Ainsi, ce n'est pas la peine d'avoir une politique de petits pas à pas en matière de libéralisation (comme actuellement dans l'Union européenne) car le risque est grand de produire des effets destructeurs à terme.

. **John Maynard Keynes**

Principal penseur de l'interventionnisme d'Etat, Keynes affirme que la loi de Say est fautive (notamment la Loi des débouchés affirmant que l'offre crée sa demande) et que le déséquilibre peut exister durablement. Pour ce «conseiller du prince», féru de philosophie et de mathématiques, le modèle du marché est celui de la «foule» anonyme, collective et irrationnelle. Il fait de la demande (demande de consommation et demande d'investissement) le moteur de la production, de l'emploi et du revenu. Son credo principal est l'intervention active des pouvoirs publics, en particulier par de vastes programmes de travaux publics, en préconisant de créer ainsi une demande supplémentaire par la dépense budgétaire.

. **Robert Mundell**

Prix Nobel d'économie en 1999, il est considéré comme l'un des pionniers de l'économie internationale actuelle. Chercheur particulièrement fécond et non-conformiste, il a notamment jeté les fondements de l'union monétaire européenne à partir de la théorie moderne des zones monétaires optimales, laquelle propose que le monde entier soit doté d'une monnaie unique (euro ou dollar).

. **Gunnar Myrdal**

Prix Nobel de l'économie en 1974, il est à l'origine du «modèle suédois» en prônant la planification centralisée avec contrôle des prix et utilisation de l'économie à des fins réformistes. Pour lui, l'économie n'est pas une science sauf à admettre qu'elle incorpore une foule de jugements de valeur et de postulats indécidables, prouvant alors qu'elle n'est qu'une «science douce», une science humaine. Pour lui, l'économiste n'est qu'un bricoleur dont il convient de vérifier constamment «*Le bon état de marche et l'honnêteté.*»

. **John Nash**

Ce prix Nobel a fourni aux économistes une matrice de raisonnement baptisée «théorie des jeux» (principe reposant sur des individus isolés décidant rationnellement d'une stratégie). D'après son fameux dilemme du prisonnier (métaphore de la concurrence), les gens placés en situation de concurrence choisissent toujours la mauvaise solution faisant, au final, que le marché (par conséquent la concurrence) reste fondamentalement inefficace.

. **François Perroux**

Sa principale thèse est que la croissance du capitalisme broie l'homme et que toute économie nationale ou mondiale est caractérisée par l'inégalité et l'hétérogénéité. Pour lui, l'équilibre dans l'économie est foncièrement asymétrique par les effets de domination entre pays, entre groupes sociaux, industries, entreprises ou entre individus.

. **Ernst Schumacher**

Il a inventé le concept de «technologie intermédiaire» en matière de développement du tiers monde et publié, en 1973, le best seller mondial *Small is beautiful* mettant en valeur l'activité cruciale des PME et des petites organisations.

. Joseph Schumpeter

Celui-ci explique la croissance par l'innovation en magnifiant le rôle éminent de l'entrepreneur. Pour lui, c'est l'entrepreneur qui, par sa volonté de profit, modifie les conditions de production et introduit le progrès. Il a également travaillé sur la théorie des cycles économiques en estimant que les pays industriels ne pourront pas échapper à une civilisation socialiste et bureaucratique.

. Armatya Sen

Prix Nobel d'économie en 1998 et humaniste, ce dernier a centré ses études sur les famines contemporaines, les inégalités et les choix sociaux. Il a renouvelé l'approche de l'économie du développement et du bien être.

. Gérard Debreu et Shonnenschein

Pour ces deux économistes, les marchés ne conduisent globalement à rien. L'équilibre reste un cas rarissime, d'autant plus difficile à atteindre que la loi de l'offre et de la demande n'existe pas. Ceux qui affirment que l'économie idéale c'est le marché, avec ses lois de l'Offre et de la Demande, ont tort. D'après leur célèbre théorème, on ne peut aucunement déduire des comportements «normaux» des demandeurs une loi «normale» de l'offre et de la demande. De la même manière, un système de prix quel qu'il soit, peut résulter de n'importe quel comportement loufoque ou aberrant de la part des offreurs et des demandeurs. Autrement dit, la loi de l'offre et de la demande est fondamentalement informe, donc fausse comme vérité première.

. Hernando de Soto

La question centrale de son analyse est celle de l'informalité dans les économies en développement. Selon lui, l'absence de droits de propriété clairement établis et garantis par les institutions juridiques constitue pour les populations des pays en développement un frein au travail et à l'investissement.

. Joseph Stiglitz

Le théorème de Grossman-Stiglitz prédit qu'un mécanisme de marché ne peut jamais à lui seul améliorer le fonctionnement du marché. Spontanément le marché ne crée jamais davantage de marché. Autrement dit, le marché n'est jamais spontané, il est toujours une construction extra-économique.

. James Tobin

Prix Nobel d'économie en 1981, sa principale contribution est son analyse des marchés financiers et les liens sous-jacents avec les décisions des agents économiques en matière de consommation, d'emploi, de production et de prix. Il est plus connu pour sa proposition de taxation des opérations de change en vue de «*mettre du sable dans les engrenages*» dans le but de réduire la spéculation sur les places financières.